



Dr. Olivier Buirette

Les 23 et 26 mai, des élections se tiendront dans toute l'Union européenne (UE) afin

de renouveler les membres du parlement. C'est l'occasion de nous pencher sur l'état de cette structure originale, véritable projet en construction permanente d'une Fédération d'États-Nations, et de mesurer ainsi le niveau de popularité de la cause européenne au sein des diverses opinions publiques. L'actualité nous porte cette fois-ci vers la France qui, depuis novembre 2018, traverse avec « la crise des gilets jaunes » une période de profonds troubles économiques, sociaux et politiques.

Si le gouvernement et le pouvoir d'Emmanuel Macron, le plus jeune président de l'Histoire de la V^e République élu en 2017, sont fortement ébranlés, voilà que le débat européen s'invite dans cette crise.

En effet, depuis le début de son mandat, voire de sa campagne électorale, M. Macron s'est défini comme pro-européen, cherchant par tous les moyens à relancer la construction de l'UE notamment autour d'une tentative de modernisation du couple franco-allemand.

Polémique en marge d'un ouvrage sur l'Histoire de la construction européenne publié par Philippe de Villiers en mars 2019 : la réponse des historiens

Philippe de Villiers, ancien ministre, président du « Mouvement pour la France » et ancien député européen (2004-2014), apparenté à la droite conservatrice, eurosceptique et souverainiste vient de publier un essai intitulé « J'ai tiré sur le fil du mensonge et tout est venu » censé nous révéler une sorte d'histoire cachée de la construction de l'Europe depuis ses origines avec une touche nette de « complotisme », reprenant cette idée - entre autres - que l'Europe serait née d'une conspiration afin d'asservir les peuples, etc., etc.



En dehors de ces théories - hélas bien connues -, la sortie de cet ouvrage a été l'occasion pour un certain nombre d'universitaires de publier une tribune dans le journal *Le Monde* sous forme de réponse afin de montrer que la construction de l'Europe a été au contraire mise en œuvre autour de valeurs positives comme le « vivre ensemble » dans le but de construire un espace de paix et de prospérité au sein d'un continent meurtri par deux guerres mondiales en moins d'un siècle. Ces mêmes universitaires devaient surtout démonter les logiques d'amalgames qui sont souvent employées dans ce genre de discours, à savoir que si les États-Unis apparaissent en arrière-plan de la construction européenne c'est parce qu'ils ont largement contribué à la libération de l'Europe du nazisme d'une part, et ont servi de rempart contre l'URSS durant la guerre froide qu'ils ont eux-mêmes gagnée d'autre part.

Ce simple exemple montre que nous devons rester vigilant face à toutes ces formes de récupérations, car justement - et à l'inverse - c'est après avoir subi deux conflits entre la France et l'Allemagne - trois guerres pour la génération qui a connu la guerre de 1870-1871 - que des femmes et des hommes décidèrent après 1945 de construire cette Europe tellement rêvée notamment au XIX^e siècle par des hommes comme Victor Hugo ou encore Georg Friedrich Hegel. Comme le dira Jean Monnet plus tard, on a commencé par ce qui nous semblait le plus simple, à savoir l'économie, avec la création de la CECA (Communauté économique du Charbon et de l'Acier) en 1952 par exemple.



Lisez l'intégralité de cet article sur notre site internet www.aujourdhulaturque.com



Mireille Sadège

Rédactrice en chef
Docteur en histoire
des relations
internationales

Créée le 4 avril 1949, l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) est une alliance politico-militaire et le symbole du monde bipolaire de la guerre froide.

Le 70^{ème} anniversaire de l'OTAN a été célébré par les 29 ministres des Affaires étrangères de l'Alliance, réunis à Washington le 4 avril dernier en l'absence des chefs d'États et de gouvernements. Il a été présidé par son secrétaire général, Jens Stoltenberg.

Pour Heinrich Brauss, ancien secrétaire général adjoint de l'Alliance atlantique et aujourd'hui membre du Conseil des relations internationales, un groupe de réflexion allemand, « ce 70^{ème} anniversaire devrait donner lieu à des réjouissances et fournir l'occasion de rappeler les grands succès historiques de l'OTAN, mais ce ne sera pas le cas. Tout le monde reconnaît que l'OTAN est mal en point, tout le monde s'inquiète de l'avenir et de l'évolution du partenariat transatlantique, et ce à juste titre ».

Soixante-dix ans après sa création, l'OTAN a changé. D'abord, le nombre de pays membres est passé de 12 à 29. Ses missions et sa zone géographique d'action ont évolué. L'unique constante reste sans aucun doute la domination américaine en son sein. « L'OTAN sous commandement des Américains poursuit ainsi son chemin depuis soixante-dix ans de guerre en guerre. De la guerre froide, quand les États-Unis maintenaient les alliés sous leur domination, en utilisant l'Europe comme première ligne dans la confrontation nucléaire avec l'Union soviétique, à la confrontation actuelle

OTAN, une alliance militaire septuagénaire à bout de souffle

avec la Russie provoquée par les États-Unis fondamentalement dans les mêmes buts », souligne le géographe et géopolitologue Manlio Dinucci.

À l'occasion du 70^{ème} anniversaire de l'OTAN, bien que Jens Stoltenberg ait refusé toute idée d'une « nouvelle course aux armements » avec la Russie, il a néanmoins fait appel à l'unité face à la « menace » russe.

Pour l'ex-Premier ministre slovaque Jan Carnogursky : « Après la dissolution de l'Organisation du Traité de Varsovie, l'OTAN est devenue bel et bien inutile. À présent, l'Alliance ne remplit aucune fonction défensive ni à l'égard de la Slovaquie ni à l'égard de l'Europe. La principale menace à la sécurité de l'Europe, ce sont les terroristes et la vague de migrations que les terroristes peuvent utiliser afin de pénétrer sur le continent. Pourtant, l'OTAN n'entend pas aider l'Europe sur cette question ». Jan Carnogursky ne cache pas son inquiétude sur le fait que l'Alliance entraîne la Slovaquie dans une confrontation avec Moscou. Il s'insurge contre les ambitions américaines d'installer leurs bases militaires sur le sol slovaque.

Des perspectives assombries pour l'OTAN

Aux relations toujours tendues avec la Russie, mécontente de l'expansion orientale de l'Alliance, s'ajoutent désormais les tensions entre Washington et ses alliés européens. En effet, depuis son élection, le président américain Donald Trump ne cesse de malmenier ses alliés sur des questions relatives aux dépenses militaires et aux projets de

défense à l'échelle de l'UE. D'une part, il les bouscule pour un partage du fardeau des dépenses militaires plus juste. D'autre part, le président américain a dénoncé le traité de limitation des armes atomiques avec la Russie ainsi que l'accord sur le nucléaire avec l'Iran ; des mesures qui, aux yeux de nombreux Européens, pourraient avoir des répercussions en matière de sécurité.

Le mécontentement de Donald Trump vis-à-vis de l'OTAN vient du fait que trop peu de membres de l'Alliance consacrent les 2 % de leur budget prévu pour la défense (en 2018, sept des 29 pays de l'OTAN ont atteint ou dépassé la barre des 2 %). Par ailleurs, les États-Unis, qui ont promis 100 milliards d'euros de dépenses supplémentaires, refusent que les commandes d'armement de ses alliés ne profitent pas à son industrie. Pour Pascal Boniface, le directeur de l'IRIS, « Trump est obsédé par le complexe militaro-industriel, car celui-ci est un réel levier d'emplois. C'est sa ligne rouge. Qu'importent les célébrations des 70 ans de l'Alliance, pourvu qu'il y ait des commandes... »

Mais, au-delà des problèmes budgétaires, c'est l'assistance mutuelle prévue par l'article 5 du Traité qui est désormais remise en question ; un autre nuage qui assombrit le ciel de l'OTAN. « La conditionnalité de l'article 5 va s'imposer de plus en plus pour les États-Unis, 70 ans après, l'assurance vie est remise en question », précise la présidente de l'Institut français des hautes études de défense nationale, Nicole Gnesotto.



Les craintes des Européens concernant les liens avec les États-Unis n'ont cessé de croître depuis l'accession de Trump à la présidence. Dans une tribune au JDD, Jens Stoltenberg y revient : « Nous avons certes de réels désaccords, sur le changement climatique, le commerce et l'accord sur le nucléaire iranien ». Et le 70^{ème} anniversaire de l'OTAN montre clairement les tensions qui traversent les relations transatlantiques. Pour beaucoup, les déclarations et la position du président américain traduisent un dépérissement de l'engagement de Washington vis-à-vis de l'Alliance. La question reste de savoir si la tendance pourrait s'inverser après le départ de Trump.

Conçue il y a soixante-dix pour endiguer la menace soviétique, l'OTAN semble aujourd'hui à bout de souffle. En effet, l'Alliance tente de créer l'unité face à une hypothétique menace russe, mais elle peine à convaincre ses alliés quant à l'accroissement de leurs dépenses militaires. Les alliés européens doutent aujourd'hui de la volonté d'engagement de l'Alliance qui reste sous la domination américaine ainsi que de l'adaptabilité de ses structures militaires face aux nouvelles menaces comme le terrorisme et les flux migratoires. Les désaccords grandissants entre les Américains et les Européens assombrissent encore davantage l'avenir de l'OTAN.